

#Sénat - Évolution et paupérisation d'une partie des Français

<http://www.senat.fr/rap/r20-830/r20-83010.html>

Les tensions croissantes sur le marché du logement en France ont un impact important sur le budget des Français. La hausse des dépenses de logement est passée de 27 à 32 entre 2001 et 2017, représentant 68 des dépenses préengagées des ménages. Les ménages les plus pauvres sont particulièrement touchés par cette difficulté d'accès au logement. La politique menée par le Gouvernement depuis 2017 a aggravé la situation en fragilisant le logement social et en réduisant les aides personnelles au logement.

Pour autant, s'il n'y a donc pas de crise générale du logement, il y a de forts déséquilibres et des tensions géographiques sur le marché du logement qui ont été soulignées par le rapport 2021 de l'Observatoire des territoires^{62(*)} de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Et, comme un négatif ou un miroir de la même réalité, l'Observatoire des territoires fait ressortir une « diagonale du vide » des logements vacants et les zones où les résidences principales sont en situation de sur-occupation.

Les ménages sont confrontés à une paupérisation face à la hausse des prix de l'immobilier. Le poids du logement dans les dépenses des ménages a progressé de 20% entre 2005 et 2015, et il faut en moyenne 15 ans de revenu pour acheter 100m², un chiffre qui est 5 ans plus élevé qu'en 2000. Cette dynamique de paupérisation rend difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires. Elle a également un impact sur le parcours résidentiel des Français, qui est très marqué selon la classe d'âge et tend à se figer.

Les ménages sont confrontés à une paupérisation face à la hausse des prix de l'immobilier. Le poids du logement dans les dépenses des ménages a progressé de 20% entre 2005 et 2015, et il faut en moyenne 15 ans de revenu pour acheter 100m², un chiffre qui est 5 ans plus élevé qu'en 2000. Cette dynamique de paupérisation rend difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires. Elle a également un impact sur le parcours résidentiel des Français, qui est très marqué selon la classe d'âge et tend à se figer.